

Demande d'information et de débat sur la situation du Secrétariat Général

Question au Conseil d'Administration représentée par ICOM Allemagne, ICOM Autriche, ICOM Belgique, ICOM Bosnie et Herzégovine, ICOM Bulgarie, ICOM Croatie, ICOM Danemark, ICOM Europe, ICOM Espagne, ICOM France, ICOM Géorgie, ICOM Grèce, ICOM Hongrie, ICOM Irlande, ICOM Italie, ICOM Israël, ICOM Lituanie, ICOM Luxembourg, ICOM Monaco, ICOM Pologne, ICOM Portugal, ICOM Roumanie, ICOM Serbie, ICOM Suisse, ICOM République Tchèque

"Nous, représentants des comités mentionnés, avons eu connaissance de manière informelle - car non communiqués officiellement ni par le secrétariat général ni par le Conseil d'Administration- d'un certain nombre de départs depuis une année, et de procédure de recrutement plus récentes mentionnées entre autres par notre collègue du Département du Patrimoine lors de la dernière RSCN ou par la présidente de l'ICOM à propos de son assistante personnelle.

ICOM Belgique, appuyé par d'autres CN, a déjà demandé à plusieurs reprises que ces mouvements au sein du secrétariat soient portés à leur connaissance, non seulement par égard envers les collaborateurs du secrétariat de Paris, mais également par égard envers les CN, les CI et les Alliances Régionales qui font régulièrement appel aux compétences de collaboratrices et collaborateurs de l'ICOM pour leurs propres opérations. ICOM Belgique s'était également inquiété d'une rotation de personnel supérieure à la normale et de ses éventuelles raisons.

Les comités signataires demandent donc à avoir, lors de la prochaine assemblée générale, des informations précises sur :

- . La liste des agents actuellement en fonction au secrétariat général ainsi qu'un organigramme fonctionnel permettant de connaître les attributions de chacun ;
- . Les mouvements de personnel intervenus depuis le début de l'année : départs, arrivées, recrutements éventuels en cours ;
- les raisons objectives de tels mouvements de personnel.

Les comités signataires demandent en outre à ce qu'une réelle politique de communication à propos des départs et arrivées de personnel au sein du secrétariat général soit mise en place.

En effet, pour exercer leurs missions en parfaite cohérence avec les objectifs de l'ICOM, les comités nationaux, internationaux et Alliances, doivent pouvoir identifier les interlocuteurs pertinents au sein du secrétariat général. Sans oublier que c'est finalement les cotisations des membres de l'ICOM qui permettent de payer, sinon en totalité du moins en partie, les salaires du personnel de l'ICOM.

En outre s'il ne nous appartient pas de juger des raisons qui ont mené le Conseil d'Administration à entamer une procédure de renvoi de l'actuel directeur, nous constatons que depuis de nombreuses années un remplacement de la direction générale de l'ICOM coïncide fâcheusement avec l'élection d'un-e nouvel-le président-e. Ceci nous amène aux considérations suivantes :

Ces ruptures de contrat entraînent inévitablement des frais: frais de procédure, frais d'avocats, frais de rupture de contrat. Certains des signataires s'étaient, du reste, étonnés il y a déjà quelques années des provisions excessivement élevées pour rupture de contrat qui apparaissaient dans les comptes annuels. A force de répétition-cela devient problématique car, faut-il le rappeler, ces dépenses et provisions proviennent des cotisations des membres de l'ICOM et ce sont in fine eux qui paient pour les conflits de travail, et ne nous le cachons pas, également pour les conflits de personne. Il est vraiment dommageable que les cotisations des membres soient utilisées dans le cadre de procédures légales plutôt que pour des projets ou des formations.

Qu'en est-il actuellement ? De frais légaux et des provisions sont-elles inscrites dans les comptes 2022 et dans le budget 2023 ? Et pour qui ? Car sauf erreur de notre part, à la date du 27 mai, aucun document budgétaire préparatoire à l'assemblée générale n'a été adressé aux membres et aucune information n'a été délivrée quant à la situation en cours en dépit de l'affirmation de la trésorière qui lors du dernier Conseil Consultatif a dit qu'un budget révisé serait présenté au CC du 2 juin, or ce point ne figure pas à l'agenda, et aucun document n'est disponible.

En outre, nous croyons nécessaire d'avoir un débat sur le rôle de la direction générale, les processus à l'œuvre en matière de politique du personnel et de dispositif de consultation des instances/des membres.

En effet, une année après la fin de l'analyse externe sur la gouvernance de l'ICOM commandité par le CA précédant, les nombreuses présentations des conclusions dont la nécessaire séparation entre le rôle stratégique du CA du rôle exécutoire des décisions du CA et opérationnel du Secrétariat Général, une lueur d'espoir venait apaiser les différentes composantes de l'ICOM quant à la capacité du CA de pouvoir travailler de concert avec la direction générale pour le bien des 50'000 membres de l'ICOM. Nous redoutons que cela ne soit pas le cas et cela est problématique pour la continuité des opérations de l'ICOM, pour les collaboratrices et collaborateurs de secrétariat général et pour l'ensemble des 50'000 membres de l'ICOM. Cette valse de responsables de la direction générale doit cesser, car cela ressemble plus à de la convenance personnelle, et si d'aventure des manquements professionnels, faits pénaux ou civils devaient être reprochés à la direction générale, les membres de l'ICOM devraient en être informés car ce sont eux qui, encore une fois, paient les frais légaux qui y sont liés.

Nous demandons donc au Conseil d'Administration d'informer les membres, aussi précisément que la protection de la personnalité et des éventuelles procédures juridiques qui seraient en cours le permettent, des initiatives à l'encontre de la direction générale en fournissant le rapport extérieur de harcèlement et avoir les minutes du conseil qui s'y rapportent, et expliciter les mouvements de personnel qui ont eu lieu au secrétariat général car les rumeurs qui circulent actuellement ne sont pas de nature à conserver la crédibilité d'une organisation qui a déjà terriblement souffert ces dernières années et qui se remettait à peine sur la voie de la normalisation ni à rassurer les membres sur l'engagement des autorités de l'ICOM sur la voie de la transparence tant déclamée et mise en avant ».

Request for information and debate on the situation of the General Secretariat

Question to the Executive Board of ICOM signed by ICOM Austria , ICOM Belgium, ICOM Bosnia and Herzegovina, ICOM Bulgaria, ICOM Croatia, ICOM Denmark, ICOM Europe, ICOM Spain, ICOM France, ICOM Germany, ICOM Georgia , ICOM Greece, ICOM Hongrie, ICOM Ireland, ICOM Israel, ICOM Italie, ICOM Lituanie, ICOM Luxembourg, ICOM Monaco, ICOM Pologne, ICOM Portugal, ICOM Roumanie, ICOM Serbie, ICOM Switzerland, ICOM Cseck

« We, the representatives of the above-mentioned committees, have been informed informally - as they have not been officially communicated either by the General Secretariat or by the Executive Board - of a number of departures over the past year, and of more recent recruitment procedures mentioned, among others, by our colleague from the Heritage Department at the last RSCN or by the President of ICOM concerning her personal assistant.

ICOM Belgium, supported by other NCs, has already requested on several occasions that these movements within the secretariat be brought to their attention, not only out of consideration for the staff of the Paris secretariat, but also out of consideration for the NCs, CIs and Regional Alliances which

regularly call on the skills of ICOM staff for their own operations. ICOM Belgium was also concerned about higher-than-normal staff turnover and the reasons for this.

The signatory committees therefore ask to have precise information on :

- A list of current members of staff at the General Secretariat, together with a functional organization chart showing the responsibilities of each ;
- Staff movements since the beginning of the year: departures, arrivals, any recruitment in progress; ;
- The objective reasons for such personnel movements.

We also request that a real communication policy be set up concerning staff departures and arrivals within the General Secretariat.

If they are to carry out their missions in full accordance with ICOM's objectives, national and international committees and Alliances must indeed be able to identify the relevant contacts within the General Secretariat. And let's not forget that, in the final analysis, it is the dues paid by ICOM members that enable the salaries of ICOM staff to be paid, if not in full then at least in part.

Furthermore, while it is not for us to judge the reasons which led the EB to initiate a procedure for the dismissal of the current Director, we note that for many years a replacement of ICOM's Director General has unfortunately coincided with the election of a new President. This leads us to the following considerations:

These breaches of contract inevitably entail costs: procedural fees, lawyers' fees, breach of contract fees. A few years ago, some of the signatories expressed surprise at the excessively high provisions for breach of contract appearing in the annual accounts. This has become problematic because, let's not forget, these expenses and provisions come from ICOM members' subscriptions, and it is they who ultimately pay for labor disputes, and let's face it, for personal disputes too. It's a real shame that membership fees are used for legal proceedings rather than for projects or training.

What is the current situation? Are legal costs and provisions included in the 2022 accounts and 2023 budget? And for whom? Because, unless we are mistaken, as of May 27, no budget document in preparation for the General Meeting has been sent to members, and no information has been provided as to the current situation, despite the Treasurer's assertion at the last Advisory Board meeting that a revised budget would be presented to the CC on June 2. However, this item is not on the agenda, and no document is available.

In addition, we believe it is necessary to have a debate on the role of general management, the processes at work in terms of personnel policy and the mechanism for consulting bodies/members.

Indeed, a year after the completion of the external analysis of ICOM's governance commissioned by the previous Executive Board, and the many presentations of its conclusions, including the necessary separation of the strategic role of the EB from the executory role of the EB's decisions and the operational role of the General Secretariat, a glimmer of hope had come to appease the various components of ICOM as to the EB's ability to work in concert with the Director General for the good of ICOM's 50,000 members. We fear that this is not the case, and this is problematic for the continuity of ICOM's operations, for the staff of the General Secretariat and for all 50,000 ICOM members. This changeover of Director General staff must stop, as it looks more like personal convenience, and if by any chance the Director General should be accused of professional misconduct, criminal or civil wrongdoing, ICOM members should be informed, as it is they who, once again, pay the related legal costs.

We therefore ask the Executive Board to inform members, as accurately as the protection of personal privacy and any legal proceedings underway allow, of initiatives against the Director General by providing the external harassment report and having the relevant EB minutes, and to explain the personnel changes that have taken place at the General Secretariat, as the rumours currently circulating are not likely to preserve the credibility of an organization that has already suffered terribly in recent years and was just getting back on the road to normalization, nor to reassure members of the commitment of the ICOM authorities to the much-vaunted and much-emphasized path of transparency ».

Solicitud de información y debate sobre la situación de la Secretaría General

Pregunta a la Junta Ejecutiva del ICOM firmada por ICOM Alemania, ICOM Austria, ICOM Bélgica, ICOM Bosnia y Herzegovina, ICOM Bulgaria, ICOM Checoslovaquia, ICOM Croatie, ICOM Denmark, ICOM Europa, ICOM Francia, ICOM Georgia, ICOM Hungría, ICOM Irlanda, ICOM Israel, ICOM Italia, ICOM Lituania, ICOM Luxembourg , ICOM Monaco, ICOM Pologne, ICOM Portugal, ICOM Romania, ICOM Serbia, ICOM Suiza.

« Nosotros, los representantes de los comités mencionados, hemos sido informados informalmente - ya que no han sido comunicados oficialmente ni por la Secretaría General ni por la Junta Ejecutiva - de un cierto número de ceses laborales durante el último año, y de procedimientos de contratación más recientes mencionados, entre otros, por nuestro colega del Departamento de Patrimonio en el último RSCN o por la Presidenta del ICOM con respecto a su asistente personal.

ICOM Bélgica, apoyada por otras CNs, ya ha solicitado en varias ocasiones que estos movimientos dentro del secretariado sean comunicados a los comités, no sólo por respeto al personal del secretariado de París, sino también por respeto a las CNs, CIs y Alianzas Regionales, que recurren regularmente a las competencias del personal del ICOM para sus propias operaciones. ICOM Bélgica también se mostró preocupada por una rotación de personal más elevada de lo normal y por las posibles razones de ello.

Por consiguiente, los comités firmantes solicitan que se les proporcione información precisa en la próxima asamblea general sobre :

- La lista del personal que trabaja actualmente en la Secretaría General, junto con un organigrama funcional que muestre las responsabilidades de cada ;
- Los movimientos de personal desde principios de año: salidas, entradas, contrataciones en curso;
- Las razones objetivas de dichos movimientos de personal.

Los comités firmantes piden también que se establezca una verdadera política de comunicación sobre las salidas y entradas de personal en la Secretaría General.

En efecto, para llevar a cabo sus misiones de manera plenamente coherente con los objetivos del ICOM, los comités nacionales e internacionales y las Alianzas deben poder identificar a los interlocutores pertinentes en el seno de la Secretaría General. Sin olvidar que, en última instancia, son las cuotas pagadas por los miembros del ICOM las que permiten pagar los salarios del personal del ICOM, si no en su totalidad, al menos en parte.

Por otra parte, aunque no nos corresponde juzgar las razones que han llevado a la Junta Ejecutiva a llevar a cabo un procedimiento de destitución del actual Director, constatamos que desde hace muchos

años la sustitución del Director General del ICOM coincide desgraciadamente con la elección de un nuevo Presidente. Esto nos lleva a las siguientes consideraciones:

Estos incumplimientos de contrato conllevan inevitablemente costes: costes procesales, honorarios de abogados, costes de ruptura del contrato. Por otra parte, algunos de los firmantes se sorprendieron hace unos años de las provisiones excesivamente elevadas por incumplimiento de un contrato anterior que aparecían en las cuentas anuales. Esto se ha convertido en un problema porque, hay que recordarlo, estos gastos y provisiones proceden de las cuotas de los miembros del ICOM y, en última instancia, son ellos quienes pagan los conflictos laborales y, admitámoslo, también los conflictos personales. Es una verdadera lástima que las cuotas de los miembros se destinen a procesos judiciales y no a proyectos o formaciones.

¿Cuál es la situación actual? ¿Están incluidos los gastos judiciales y las provisiones en las cuentas de 2022 y en el presupuesto de 2023? ¿Y para quién(es)? Salvo error, en la fecha del 27 de mayo no se había enviado a los miembros ningún documento presupuestario preparatorio de la Asamblea General, ni se había facilitado información sobre la situación actual, a pesar de que la Tesorera afirmara en la última reunión del Consejo Consultivo que el 2 de junio se presentaría al CC un presupuesto revisado. Sin embargo, este punto no figuraba en el orden del día del dicho CC, y no hay ningún documento disponible.

Por otra parte, consideramos necesario un debate sobre el papel de la dirección general, los procesos en curso en materia de política de personal y las modalidades de consulta a los órganos/miembros.

En efecto, un año después de la finalización del análisis externo de la gobernanza del ICOM encargado por la anterior Junta Ejecutiva, y de las numerosas presentaciones de las conclusiones, entre ellas la necesaria separación entre el papel estratégico del Consejo y el papel ejecutor de las decisiones del Consejo y el papel operativo de la Secretaría General, un rayo de esperanza había llegado a calmar a los distintos componentes del ICOM en cuanto a la capacidad de la Junta Ejecutiva para trabajar en concertación con la Dirección General por el bien de los 50.000 miembros del ICOM.

Tememos que no sea así, y esto es problemático para la continuidad del funcionamiento del ICOM, para el personal de la Secretaría General y para todos los 50.000 miembros del ICOM. Estos cambios casi sistemáticos de Director General debe cesar, ya que se asemeja más a una conveniencia personal, y si por casualidad la Dirección General fuera acusada de mala conducta profesional, de delito penal o civil, los miembros del ICOM deberían ser informados, ya que son ellos quienes, una vez más, pagan los costes legales relacionados.

Por lo tanto, pedimos a la Junta Ejecutiva que informe a los miembros, con la mayor precisión que permitan la protección de la intimidad personal y los procedimientos judiciales que puedan estar en curso, de las iniciativas tomadas contra la Dirección General, facilitando el informe de acoso externo y las actas pertinentes de la Junta Ejecutiva, y que explique los cambios de personal que se han producido en la Secretaría General, ya que los rumores que circulan actualmente no son susceptibles de preservar la credibilidad de una organización que ya ha sufrido terriblemente en los últimos años y que apenas estaba retomando el camino de la normalización, ni de tranquilizar a los miembros sobre el compromiso de las autoridades del ICOM con la tan cacareada y enfatizada vía de la transparencia ».